

## « Vous en paierez le prix » : Le Shin Bet menace les directeurs d'ONG palestiniennes

### Description

Par Oren Ziv, le 22 août 2022

*Sans se laisser décourager par les critiques venues de l'étranger, Israël menace les chefs de deux associations de défense des droits de l'homme d'emprisonnement et de poursuites quelques jours après avoir fait une descente dans leurs bureaux.*



A côté du Premier ministre palestinien Mohammed Shtayyeh, Shawan Jabarin, directeur général de Al-Haq, parle aux médias après que l'armée israélienne ait mené un raid dans les bureaux de plusieurs ONG palestiniennes, Ramallah, Cisjordanie, 18 août 2022 (Oren Ziv)

*Cet article a été publié en partenariat avec Local Call.*

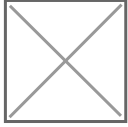
Dimanche, le Shin Bet, service de sécurité intérieure d'Israël, a fait des appels menaçants et convoqué pour interrogatoire les chefs de deux ONG palestiniennes dont les bureaux avaient subi un raid de l'armée israélienne la semaine dernière en Cisjordanie occupée.

Khaled Quzmar, directeur de Défense des Enfants International-Palestine (DCI-P), a prévenu pendant son interrogatoire par les agents du Shin Bet que, quelque travail qu'il fasse à partir de maintenant dans son organisation serait considéré comme illégal et pourrait provoquer des actions juridiques contre lui. Shawan Jabarin, directeur de Al-Haq, a prévenu par téléphone qu'il était « membre d'une organisation terroriste » et qu'il en paierait le prix s'il poursuivait ses activités dans l'organisation ; Jabarin ne s'est pas encore présenté à l'interrogatoire.

En octobre dernier, le ministre israélien de la Défense Benny Gantz a déclaré que ces deux organisations, ainsi que quatre autres à savoir Addameer, le Centre Bisan, l'Union des Comités de Travailleurs Agricoles (UAWC) et l'Union des Comités des Femmes Palestiniennes (UPWC) étaient des « organisations terroristes ». Israël les accuse de servir de « bras » au Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), parti politique marxiste-léniniste dot d'une branche militaire, mais n'a aussi fourni aucune preuve sérieuse au public et aux gouvernements étrangers pour justifier ses dires.

Jusqu'à la semaine dernière, les autorités israéliennes n'avaient mené aucune action d'importance contre le personnel de ces organisations, excepté d'empêcher il y a quelques mois les directeurs d'Addameer et de Bisan de voyager à l'étranger. Mais jeudi avant

lâ??aube, Ã Ramallah, lâ??armÃ©e a fait une descente dans les bureaux des six organisations plus une septiÃ¨me, les ComitÃ©s des Travailleurs de SantÃ©, dÃ©clarÃ©es illÃ©gales en 2020. Les forces israÃ©liennes ont confisquÃ© des Ã©quipements, fermÃ© et soudÃ© les portes des bureaux et apposÃ© des ordres militaires dÃ©clarant ces organisations illÃ©gales.



Le bureau de lâ??Union des ComitÃ©s des Femmes Palestiniennes aprÃ¨s un raid de lâ??armÃ©e israÃ©lienne, Ramallah, Cisjordanie, le 18 aoÃ»t 2022. (Oren Ziv)

Cette escalade dans les agressions contre les ONG palestiniennes se produit un mois aprÃ¨s que neuf pays europÃ©ens aient publiquement rÃ©affirmÃ© leur rejet des allÃ©gations israÃ©liennes, disant qu'elles ne sont pas Ã©tayÃ©es par des preuves substantielles, et qu'ils continueraient de soutenir financiÃ¨rement ces organisations et de travailler avec elles. Jeudi soir, le porte-parole du DÃ©partement d'Etat amÃ©ricain Ned Price a Ã©galement dÃ©clarÃ© que les informations fournies par IsraÃ©l ne nous avaient pas Ã© amenÃ©s Ã changer de position ». Lundi, Le Guardian a lui aussi rÃ©vÃ©lÃ© que lâ??Agence Centrale de Renseignement des Ã©tats-Unis (CIA) n'aurait pu corroborer les allÃ©gations faites par IsraÃ©l de liens avec le terrorisme.

En Ã©mettant ses menaces et en convoquant les directeurs pour interrogatoire, IsraÃ©l a dÃ©montrÃ© qu'il n'aurait Ã©tÃ© ni influencÃ© ni dÃ©couragÃ© par les mots de prÃ©occupation et de soutien que les organisations ont reÃ§us des diplomates Ã©trangers et des hauts responsables de lâ??AutoritÃ© Palestinienne aprÃ¨s les raids de la semaine derniÃ¨re, et il a signalÃ© qu'il n'aurait aucune intention de mettre fin Ã ses mesures de rÃ©pression.

### Ã©coutez votre dernier avertissement

Dimanche Ã midi, Quzmar de DCI-P a reÃ§u un appel tÃ©lÃ©phonique le convoquant immÃ©diatement dans les locaux militaires d'Ofer prÃ¨s de Ramallah. Lorsqu'il est arrivÃ©, ses avocats ont Ã©tÃ© interdits d'entrer avec lui. Quzmar a dit qu'aprÃ¨s avoir attendu deux heures dans une petite piÃ©ce, on l'a emmenÃ© dans une autre piÃ©ce pour l'interroger.

Ã© L'interrogateur a ouvert un ordinateur et m'a posÃ© des questions techniques et personnelles sur ma famille », a dit Quzmar Ã +972. AprÃ¨s quoi, il a fermÃ© l'ordinateur et a dit : Ã©coutez, je ne vous ai invitÃ© que pour vous informer, au cas oÃ¹ vous ne le sauriez pas, qu'il a dÃ©clarÃ© que votre organisation est illÃ©gale et que, Ã partir d'aujourd'hui, votre travail dans lâ??organisation Ã© dans ou hors du pays Ã© sera un motif pour des actions juridiques contre vous. Ã©

Quzmar a demandÃ© Ã lâ??interrogateur s'il existait la moindre preuve contre son organisation. Ã© Je leur ai dit que s'ils avaient des preuves, ils me poursuivraient devant un tribunal militaire. Mais leur affaire (contre les organisations] est bourrÃ©e de mensonges, et personne n'a acceptÃ© leurs dÃ©clarations. Je connais bien mon organisation, j'y travaille depuis 1995. Nous n'avons jamais enfreint la loi ni jamais dÃ©tournÃ© les fonds. Nous n'avons aucune connexion Ã d'autres organisations, exceptÃ© les associations de dÃ©fense des droits de lâ??homme.



Khaled Quzmar, directeur de Défense des Enfants International-Palestine, parlant aux médias après les raids de l'armée israélienne dans les bureaux des ONG palestiniennes à Ramallah, Cisjordanie, le 18 août 2022. (Oren Ziv)

D'après Quzmar, l'enquêteur a répondu : « Ce sont les informations dont je dispose et c'est votre dernier avertissement. A vous de décider quoi faire. »

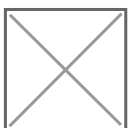
La conversation n'a duré qu'un quart d'heure, et Quzmar a été relaxé sans conditions. « Le message était clair : n'être impliqué dans aucune activité avec l'organisation. Je vais maintenant consulter nos avocats pour savoir quoi faire », a dit Quzmar.

Jabarin de Al-Haq a reçu un appel similaire en même temps que Quzmar, mais il n'est pas allé dans les locaux de l'armée. Il a dit « +972 qu'il poursuivrait son travail comme d'habitude : « Nous ouvrirons nos bureaux et y travaillerons. Ils ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent. Nous ne respectons pas les ordres militaires. Nous sommes une organisation civile, enregistrée à l'Autorité Palestinienne. »

Jabarin a raconté les menaces qu'il a reçues. « Je pensais qu'il s'agissait d'un journaliste, alors j'ai répondu. La personne au bout du fil s'est identifiée comme étant Fahad du Shin Bet Ofer. Il a dit qu'il voulait m'y interroger, afin de ne pas venir chez moi. Je lui ai dit que ce n'était pas la voie officielle et qu'il devrait venir de façon officielle. »

Fahad a alors dit : « Écoute Shawan, si tu continues ton travail dans une organisation qui a été déclarée par décret militaire comme organisation terroriste, alors tu es membre du FPLP, tu y es actif. » Jabarin a dit à Fahad que « ce sont des mensonges, qu'il est un menteur et que son pays est un menteur. Je n'ai aucune connexion avec le FPLP. »

L'officier du Shin Bet, a poursuivi Jabarin, a alors dit : « Si tu continues, tu en paieras le prix, personnellement. Je lui ai demandé s'il s'agissait d'une menace, et il a dit : « Oui. Enquête, emprisonnement, ou autres mesures. Je me suis fâché. J'ai prononcé quelques mots pas très sympas, et il a raccroché. »



Shawan Jabarin, directeur général d'Al-Haq, parle aux médias après le raid de l'armée israélienne dans les bureaux de plusieurs ONG palestiniennes, Ramallah, Cisjordanie, 18 août 2022. (Oren Ziv)

Jabarin croit fermement qu'il sera bientôt arrêté par les autorités israéliennes. « Pour être franc avec vous, je m'y attends vraiment. Ils ne respectent pas la loi, ils ne respectent aucune valeur démocratique, ils ne respectent aucune procédure équitable. C'est ainsi qu'ils menacent les gens. Ils veulent renforcer leur décision, renforcer leurs déclarations et leur récit, »

lâ??encontre des dÃ©cisions des pays europÃ©ens.

### â??Ils pensent comme un rÃ©gime dictatorialâ??

Quzmar et Jabarin pensent que plusieurs facteurs ont conduit IsraÃ«l Ã intensifier ses actions la semaine derniÃ¨re contre les ONG. Avant tout, disent-ils, il y a le fait que plusieurs pays donateurs europÃ©ens ont ouvertement rejetÃ© les dÃ©clarations dâ??IsraÃ«l au sujet de leurs connexions au terrorisme, auquel sâ??ajoutent les motivations politiques en amont des Ã©lections israÃ©liennes du 1<sup>er</sup> novembre, dÃ©clenchÃ©es par le rÃ©cent effondrement du gouvernement Bennett-Lapid.

Ã« En tant que Palestiniens, on se sert toujours de nous dans les campagnes Ã©lectorales Ã», a dÃ©clarÃ© Quzmar. Ã« Je suis heureux quâ??il se servent de nous, les organisations, et pas de notre sang, comme ils lâ??ont fait Ã Gaza [avec lâ??Ã« OpÃ©ration Aube Naissante Ã» au dÃ©but de ce mois]. Ils menacent les gens, mais au moins ils ne les tuent pas. Ã»

Quzmar a poursuivi : Ã« Notre travail sur les arrestations dâ??enfants palestiniens est maintenant bien connu, et je crois que ceci a poussÃ© IsraÃ«l Ã agir. Ils ne peuvent pas lutter contre les faits que nous prÃ©sentons dans nos rapports, alors le plus facile, comme dâ??habitude, câ??est de prÃ©tendre Ã de lâ??antisÃ©mitisme et du terrorisme. Pour la premiÃ¨re fois de ma vie, je peux voir que la communautÃ© internationale a rejetÃ© ces prÃ©tentions et continue de nous soutenir publiquement. Ã»

En IsraÃ«l aussi il y a eu des expressions de soutien aux ONG palestiniennes : dimanche plus de 50 organisations de la sociÃ©tÃ© civile israÃ©lienne ont publiÃ© un message commun de soutien et de solidaritÃ©, ajoutant que criminaliser des associations de dÃ©fense des droits de lâ??homme Ã« est un acte dÃ©plorabile, caractÃ©ristique des rÃ©gimes rÃ©pressifs Ã».



Un panneau de soutien aux ONG palestiniennes ciblÃ©es est accrochÃ© sur la bÃ¢timent dâ??Al-Haq aprÃ¨s le raid de lâ??armÃ©e israÃ©lienne dans leurs bureaux, Ramallah, Cisjordanie, 18 aoÃ»t 2022. (Oren Ziv)

Jabarin a repris en Ã©cho ces opinions. Ã« Le but est de montrer quâ??ils [les IsraÃ©liens] nâ??Ã©coutent personne. MÃªme aprÃ¨s que les pays europÃ©ens [ont rejetÃ© les prÃ©tentions dâ??IsraÃ«l], ils nâ??admettront pas quâ??ils nâ??ont pas rÃ©ussi Ã promouvoir leurs mensonges. Ils veulent menacer les gens, nous faire reculer. Ils ne savent pas que, pour nous, il ne sâ??agit pas dâ??un travail, il sâ??agit de notre foi â?? en la justice, dans le droit international, dans le droit des Palestiniens dâ??avoir des droits. Ils pensent comme un rÃ©gime dictatorial, que vous devez accepter ce quâ??ils disent. Ã» Les responsables actuels dans la coalition conduite par le Premier ministre Yair Lapid, a ajoutÃ© Jabarin, Ã« veulent montrer au public quâ??ils sont plus agressifs que [lâ??ancien Premier ministre] Netanyahu et son gouvernement.

AprÃ¨s la dÃ©claration de Gantz en octobre, les six organisations palestiniennes ont exigÃ© de voir les preuves qui motivaient cette dÃ©cision, mais on le leur a refusÃ©. Depuis lors, +972 et Local Call ont publiÃ© deux enquÃªtes qui ont rÃ©vÃ©lÃ© que les dossiers israÃ©liens envoyÃ©s aux diplomates

Les étrangers ne présentaient aucune vérifiable preuve qui justifie ses déclarations, comme cela a été confirmé par de nombreux gouvernements européens et maintenant par les États-Unis.

L'avocat Michael Sfard, qui représente Al-Haq face aux accusations d'Israël, a dit +972 : « Gantz a décidé d'éliminer les organisations à n'importe quel prix, afin de contrecarrer l'enquête [de la Cour Pénale Internationale] à La Haye. Son échec retentissant à convaincre les pays donateurs de cesser de soutenir les organisations a rendu encore plus extrêmes ses actions dictatoriales et répressives contre elles.

Sfard a poursuivi : « Il est clair maintenant que ce n'est pas suffisant de la part des pays européens et du gouvernement américain de déclarer qu'ils ne sont pas d'accord avec Israël, ou même de critiquer les raids dans les bureaux des organisations et les menaces contre leurs directeurs. Le gouvernement israélien ne se laisse pas influencer par des mots et considère l'Europe comme faisant passer les affaires comme d'habitude. Pour protéger les défenseurs palestiniens des droits de l'homme, la communauté internationale doit faire comprendre clairement au gouvernement israélien que continuer à les faire souffrir sera un coût élevé diplomatique et autre.

*Oren Ziv est photojournaliste et membre fondateur du collectif de photographes Activestills.*

Source : [+972 Magazine](#)

Traduction J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

## Tags

1. ONG
2. organisations

**date créée**

2022/08/24